

Quelle stratégie pour la culture de vie?

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

Jean-Marie Andrès (AFC) :

Démontrer par le concret

Stratégie politique pour la culture de vie et efficacité de la nouvelle évangélisation : voici deux priorités que je ne peux pas séparer pour évoquer les modes d'action que nous devons choisir et mettre en œuvre dans nos organisations.

Mais voici une association de mots habituellement peu familiers les uns des autres. Le caractère martial de la stratégie ou de la recherche de l'efficacité semble en contrepoint de celui attribué à l'évangélisation, au mot culture et bien sûr à la vie, plus fréquemment associés à la sérénité, la spiritualité ou à la paix. Mais c'est que notre propos est centré non sur un sujet pastoral ou encore moral, mais sur le domaine politique. Celui qui est le propre de l'œuvre des laïcs ; qu'ils agissent dans leur propre entourage professionnel, familial ou dans une organisation structurée : association caritative, organisation para-politique comme par exemple les associations familiales catholiques, syndicats de salariés ou patronaux et, enfin, un parti politique comme il convient de dénommer dans une acception élargie toute association effectuant de facto la promotion d'un homme politique.

L'établissement du règne du Christ requiert en effet non pas seulement des ordres prêcheurs mais tout autant de l'action, au cœur de la société, de l'ensemble des laïcs. L'efficacité de cette action suppose d'être, tous, en parfaite harmonie, sur les données sociologiques de ce combat. Elle demande, pour éviter la dispersion, de se concentrer sur ce qui constitue le cœur de cette action. Elle exige une bonne coordination des organisations évoquées précédemment. Enfin, elle ne sera fructueuse qu'en respectant les conditions de notre crédibilité auprès du plus grand nombre.

Identifier les combats prioritaires

Les données sociologiques propres à notre temps peuvent se résumer dans le paradoxe suivant : les catholiques dans le monde occidental sont devenus clairement et fortement minoritaires ; mais c'est précisément maintenant que sonne l'heure de la nouvelle évangélisation. Ce constat est important car il permet de comprendre que la christianisation de la société ne se fera pas par " notre " accession au pouvoir. Ou plutôt ce ne sera jamais le cas si nous ne sommes pas capables d'ouverture, l'ouverture devant être comprise comme notre capacité à rendre compréhensible la Vérité, ce dont nous sommes dépositaires. Mais l'ouverture suppose, en particulier, la démarche volontaire voire volontariste vers les autres. C'est en somme cela cet " envoi " récent dans la nouvelle évangélisation : il signifie qu'après avoir été dépositaires, comme conservateurs, de la Bonne Nouvelle, le temps est venu de porter à nouveau celle-ci au plus grand nombre. Cela est possible. En cas de doute souvenons-nous du million de jeunes des Journées mondiales de la jeunesse de Paris.

Mais qu'est-ce que la Bonne Nouvelle ? Ou plutôt, sur quels sujets se concentrer pour en témoigner ? Les attaques que nous subissons, que subit notre société, sont si fréquentes qu'il est difficile de bien discerner l'essentiel ; le risque est fort de se disperser. En cinq ans nous aurons abordé, au plan de la politique nationale, des sujets aussi divers que le Pacs, la réforme de la fiscalité, la répartition du travail, l'adoption du modèle économique libéral, la fiscalisation des allocations familiales ou encore les lois de bioéthique et la

réforme du Code la famille... Il est bon dès lors d'avoir les idées claires : les combats prioritaires ne sont probablement pas ceux touchant à l'économie, aux revenus. Il faut préférer ceux qui portent sur la définition de ce qu'est l'homme : la désuniformisation des hommes et des femmes (" Homme et femme il les créa "), la réunification de la vie, de l'amour et de la sexualité ; la dignité intégrale et complète de l'homme y compris lorsqu'il est blessé ou dans le sein de sa mère ; le sens du travail et la place de l'homme dans le travail et l'entreprise ; enfin, la famille lieu où se vivent ces mystères ; famille rayonnante, cœur responsable de l'éducation, et à qui l'appareil politique refait confiance en lui restituant nombre de responsabilités.

C'est d'ailleurs autour de ces thèmes, au premier chef desquels l'éducation, que nous trouverons la plus forte attention, les attentes les plus aiguës, et donc les plus fréquentes opportunités de rayonnement.

La stratégie de la contagion

Revenons un moment sur l'universalité de notre mission. C'est une finalité et un moyen. Il faut en traiter car cherchant à être puissants, on évoque souvent la nécessité d'être unis. Comme si de n'être pas toujours ensemble démontrait une quelconque désunion ! Convenons que ces instants de rassemblement doivent exister mais convenons aussi qu'ils doivent être rares. Soit, notre monde est médiatique. Mais rien n'a jamais évolué qui provenait de grandes manifestations quand celles-ci ne reposaient pas d'abord sur un mouvement de fond. Et c'est celui-ci qu'il faut bâtir. Pour assurer la force de nos apparitions dans les media, mais aussi pour rendre impossible la caricature, encore trop souvent présente, notre message étant encore à trop bon compte associé à celui d'une classe sociale voire d'une caste.

Ce mouvement de fond, c'est le travail multiple, divers qu'effectuent localement les Afc dans l'animation de l'entraide, dans le soutien de l'éducation ; le travail qu'effectuent les associations caritatives, les associations pour la vie, lorsque le propos est de porter secours jour après jour aux démunis de nos quartiers, aux désespérés que nous rencontrons... C'est alors que nos propos ne sont plus compris comme ceux d'un ordre moralisateur ou encore comme l'expression d'un groupe mais au contraire comme les propos de ceux qui par leur action et leur ouverture savent ce qui est bon pour l'homme, pour tous les hommes. L'universalité d'action est la condition nécessaire à l'audibilité universelle de notre message.

Quelle stratégie politique pour la culture de la vie ? Nous le voyons, minoritaires, ce combat est celui de la démonstration par le concret, par le terrain, par le local du bien fondé de la culture de vie. Ce n'est pas l'organisation d'une manœuvre de blindés mais plutôt une guerre biologique : nous gagnerons par contagion même si parfois notre action peut être ponctuée par des batailles. La contagion est l'affaire de chacun à sa place dans son milieu. La contagion sera une véritable épidémie si, en outre, chacun d'entre nous, militant du quotidien avec son prochain, témoigne d'un esprit de charité. Non pas seulement pour les petits, les faibles — dans le fond cela va de soi —, mais plus encore pour nos ennemis. Notre action, nos paroles seront transfigurées si nous sommes horrifiés par l'erreur et en même temps contristés par la haine que nous voyons trop souvent chez nos détracteurs, contristés par les souffrances réelles qu'entraînent ces erreurs. Notre message sera donc compris comme celui qui donne la clé du bonheur. Un message amical et libérateur.

j.-m. a.

Tugdual Derville (ADV):

Mettre la vie au cœur des politiques

F

ondée en 1994, au moment du vote sur les lois de bioéthique, l'Alliance pour les Droits de la Vie a été pensée par Christine Boutin après son constat d'échec dans ce débat parlementaire. Rapporteur du projet, le député Jean-François Mattei obtenait un quasi consensus (de la droite à la gauche) autour de dispositions législatives qui ne respectaient ni la vie, ni la dignité humaine : production d'embryons surnuméraires, diagnostic pré-implantatoire, anonymat du don de gamètes, refus d'interdiction du clonage... L'affirmation par Jean-François Mattei de ses convictions catholiques avait joué, en plus de son statut de professeur de médecine et de son talent d'orateur, un rôle essentiel dans l'adhésion de beaucoup de ses collègues.

Certes, il y eut des résistances : celles d'experts de premier rang comme le professeur Jacques Testard qui avait à l'époque arrêté volontairement sa pratique de la procréation artificielle ; celle, résolue, jusqu'à sa mort, du professeur Jérôme Lejeune, leader d'un manifeste de médecins. Malgré une tournée de conférences et la création d'une coordination inter-associative, Christine Boutin et Bernard Seillier, ont souffert de leur isolement, l'une à l'Assemblée nationale, l'autre au Sénat, et subi une forme de black-out médiatique. La France d'Edouard Balladur se dotait, dans la bonne conscience générale, de lois plus attentatoires à la vie que l'Allemagne (notre voisine est vaccinée contre l'eugénisme dont elle a déjà fait l'expérience malheureuse). Mais qui en était conscient à part les lecteurs des publications chrétiennes ? Et comment réagir ?

Assumer la réalité politique

Notre constat était le suivant : les associations défendant la vie et la famille paraissent trop déconnectées des réalités politiques. Exemple significatif : au début du gouvernement Jospin, en 1997, pour des raisons qui leur sont propres, les organisateurs d'une manifestation nationale organisée en faveur de la famille ont demandé aux parlementaires de l'opposition de venir manifester incognito, sans leurs écharpes d'élus et sans place privilégiée. Certains députés ont été dissuadés de soutenir cette initiative par ce qu'ils ont considéré comme de l'ostracisme injuste ; d'autres, noyés dans l'anonymat de la foule, ont vu la presse signaler leur absence et certains électeurs la leur reprocher ; et les élus d'un groupe qui avait bravé l'interdiction ont pu " récupérer " pour eux seuls la dynamique familiale.

Cette autocensure, qui peut paraître légitime, dénote pourtant un certain fossé entre la plupart des associations de défense de la vie et de la famille et la culture politique. Dans le camp opposé, c'est au contraire leur connivence qui est l'un des facteurs principaux des avancées idéologiques contre la vie : beaucoup d'associations et de syndicats sont de véritables pépinières pour les partis de gauche. Et les deux engagements simultanés sont même fréquents. Des lobbyistes comme Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, ou Jean-Paul Pouliquen, président du Collectif pour le Pacs, sont aussi des responsables politiques. Henri Caillavet était sénateur quand il a pris la tête du combat pour l'euthanasie ; il préside aujourd'hui l'Association pour le Droit de mourir dans la dignité. Lorsqu'elle était dans l'opposition, Martine Aubry s'est appuyée sur la fondation de l'association " Agir contre l'exclusion " pour faire valoir ses idées sociales. La Gay Pride n'a pas plus de pudeur vis-à-vis de la politique que de la nudité : elle invite les élus à s'exhiber au tout premier rang. Et sur ce point, elle fait preuve d'efficacité. Et que dire lorsque le sport français voit une campagne électorale pour la présidence de la Ligue de football opposer le sortant, Noël Le Graët, maire socialiste de Guingamp, à Gérard Bourgoïn, ancien président du Centre national des indépendants, qui l'a finalement emporté ? On peut contester la collusion entre football et politique. Mais nous pouvons aussi

convenir que les grands sujets qui marquent notre société méritent une approche politique, et qu'à ce titre, le football en est un : il y avait d'ailleurs, dit-on, un projet libéral opposé à un projet socialiste pour le football français.

Même constat de faiblesse en ce qui concerne la communication : nos associations peuvent parfois présenter une image à laquelle ni le grand public ni les leaders politiques ne portent crédit. Leurs représentants ne sont pas toujours formés. Le danger est de paraître communiquer davantage pour ses troupes que pour le grand public. Ils ne semblent pas connaître les règles de fonctionnement des médias. Et, là encore, le contraste est grand avec les syndicats et associations " de gauche " particulièrement professionnels dans leur politique de recrutement, de formation et de communication. Il serait donc insuffisant et trop facile d'expliquer nos échecs par la seule collusion idéologique qui lie les médias à l'idéologie libertaire.

Politique et non partisan

D'où la décision de créer une entité associative plus fortement connectée aux débats politiques autour de la vie et de la famille pour organiser une meilleure mobilisation des promoteurs de la vie et une meilleure implication des élus. Ceux d'entre eux qui veulent s'engager au service de la vie doivent pouvoir appuyer leur travail sur un véritable mouvement d'opinion. Et ce mouvement d'opinion doit être capable de s'exprimer dans les médias et de faire bouger les élus.

Mais si, pour défendre efficacement une cause dans le système politique, il est utile de le connaître de l'intérieur, il faut aussi rester libre et indépendant face aux enjeux de pouvoir qui le traversent. Ainsi s'explique la décision de lancer une structure intervenant dans le champ politique, et présidée par une femme politique, mais restant résolument à l'écart des clivages partisans. Ce positionnement est sans doute subtil voire risqué ; on comprend qu'il puisse inspirer la méfiance car on a vu des associations instrumentalisées par une ambition personnelle ; mais il a une fécondité qui nous paraît aujourd'hui peu discutable. En Italie où le mouvement pour la vie a été présidé par le député Carlo Casini comme en Irlande, on a tiré les mêmes conclusions.

Les cinq premières années de fonctionnement de l'Alliance pour les Droits de la Vie nous semblent avoir confirmé le facteur clé que représente, pour tout débat de société, l'émergence d'un leader qui soit à la fois responsable politique, dirigeant associatif et personnalité médiatique. Ce triple statut confère l'autorité qui apparaît indispensable si on veut agir vite et fort. Il permet de rassembler des moyens importants (financiers et humains) en évitant la dispersion des forces, de mobiliser les défenseurs de la vie grâce à un porte-parole assurant une forte présence médiatique et d'inciter de l'intérieur le monde politique à se positionner dans les débats concrets sur la vie et la famille. Il reste cependant très nécessaire que subsiste et se développe un tissu d'associations indépendantes et diversifiées : il se renforce, entraîné par la nouvelle dynamique.

Le rôle assumé par Christine Boutin, outre la nécessité d'une équipe aux fonctions clairement réparties, lui donne deux obligations : 1/ elle doit privilégier la recherche du bien commun avant sa " carrière " ; mais notons que c'est une exigence naturelle pour tout chrétien quel que soit son domaine d'activité ; 2/ elle doit choisir comme engagements prioritaires ceux que réclament la culture de vie et passer au crible de ces priorités chacun de ses choix politiques ; mais est-ce si difficile quand on est convaincu que la défense de la vie constitue un choix de société premier ayant des répercussions majeures dans tous les domaines de la vie publique ?

Rechercher le meilleur possible

Depuis sa fondation, les prises de position de l'Alliance pour les Droits de la Vie n'ont pas été altérées par le statut politique de sa présidente. Aucun de ses votes et de ses prises de position n'est venu contredire les

revendications exprimées par l'association. En revanche, l'Alliance pour les Droits de la Vie s'est attachée à tenir compte de la culture du monde politique, plus encline à rechercher " le meilleur possible " (Jean-Miguel Garrigues) qu'à appliquer le principe du tout ou rien. Sans nous bercer d'illusion sur une pleine victoire hypothétique ni nous désoler de chacune de nos défaites, nous avons voulu " marquer des points ", pas à pas, vers la culture de vie : en retardant ou atténuant des réformes, en obtenant des amendements, en gagnant des procès, en intervenant dans des émissions, en ralliant certains élus même ponctuellement... Cela nous oblige à une confrontation directe et tenace avec la réalité politique.

Pour les défenseurs de la famille et de la vie, adhérer à une telle conception de l'action nécessite peut-être de renouveler leur regard sur le monde politique trop souvent marqué par un excès de mépris et de fascination. Pie xi définissait l'engagement politique comme " le champ de la plus vaste charité ". Car c'est bien la politique qui fixe les valeurs temporelles d'une société.

Et les responsables politiques ne sont pas les seuls concernés : nous avons besoin que chaque personne convaincue que le respect de la vie est un choix déterminant pour l'avenir de notre société traduise cette option politique dans son activité professionnelle, sociale, spirituelle même. Tout l'inverse d'une pudeur exagérée vis-à-vis des étiquettes politiques. Tout l'inverse également du " devoir de réserve " qui paralyse trop souvent les chrétiens lorsqu'ils ont des postes de responsabilité. D'autres n'ont pas les mêmes scrupules ; et quelle réserve pourrait se justifier lorsque c'est de vie et de mort qu'il s'agit ? C'est un devoir de résistance et de témoignage qui s'impose au contraire.

Ce serait donc se marginaliser que de laisser considérer les options sur la famille et sur la vie ne sont qu'affaires individuelles et de conscience personnelle, et que les partis politiques devraient donc s'en désintéresser. D'une certaine façon, le seul moyen de décroquer et d'ouvrir le débat sur la vie, c'est de l'imposer comme politique. Il faut donc mettre la vie au cœur des politiques.

L'expérience " anti-Pacs "

Le premier engagement d'envergure de l'Alliance pour les Droits de la Vie sur le terrain politique a été le débat sur le Pacs. Cette réforme risquait de passer insidieusement, sans débat, par l'action souterraine de quelques lobbies connectés aux médias, et dans le silence gêné des élus les plus réticents. Sans détailler ici nos modes d'action, dans un souci de confidentialité sur un sujet qui reste en pleine actualité, reconnaissons que nous avons multiplié les efforts pour impliquer les politiques dans ce débat. Et pas uniquement ceux de droite. Limiter le rôle personnel de Christine Boutin et de son équipe à quelques interventions ou gestes médiatiques et à un discours fleuve ne rend pas compte de la profondeur du travail d'alerte, de rassemblement, de médiation, d'explication, d'interpellation au service de la vérité réalisé pendant un an et demi.

Active au sein des coordinations inter-associatives, l'Alliance pour les Droits de la Vie a pu animer et financer, grâce à l'appui de ses 20000 donateurs, 53 manifestations de rue " pour la famille et contre le Pacs ". Elles ont permis à de nombreux jeunes et moins jeunes de témoigner de leur conviction et de les renforcer. Ce fut notamment le cas lors de la grande marche du 31 janvier 1999 dont nous avons assuré l'organisation générale et le financement. À cette occasion, nous avons multiplié les contacts avec les élus : rencontres directes, courriers personnels, interpellations publiques, sans nous limiter aux partis de l'opposition parlementaire. Certes, le Pacs a été voté. Mais il n'est pas passé en mairie et cet échec des promoteurs du projet a une portée symbolique considérable. 53 % des maires de France, de toutes tendances, ont signé la pétition contre le Pacs. Maires et parlementaires ont trouvé dans la mobilisation populaire joyeuse, jeune et moderne un encouragement à se battre sur leur terrain. Le débat sur le Pacs aura eu le mérite de rénover l'action pour la famille, par une forte connexion au monde politique et une amélioration de son mode de communication. En outre, le témoignage public

Nous pensons aujourd'hui que le sujet de l'accueil de la vie mérite la même approche. Sans prétendre annuler l'opposition de principe irréductible entre ceux qui, comme nous, sont persuadés que toute vie est respectable dès le commencement et ceux qui conçoivent l'avortement comme un droit, un terrain d'entente minimal doit être recherché pour " gagner des vies ". Près de 300 entretiens individuels avec des conseillers généraux réalisés en quelques semaines par nos représentants dans les départements nous l'ont confirmé : une immense majorité d'entre eux se révèlent favorables à une politique de l'accueil de la vie prenant en compte les difficultés qu'ont les femmes à conduire à terme leurs grossesses. Beaucoup également considèrent que les souffrances psychologiques liées à l'avortement méritent une véritable politique de prévention : ce geste de mort pourrait souvent être évité si l'environnement de la femme en détresse la soutenait. De son côté, Christine Boutin a déjà obtenu une cinquantaine de signatures de ses collègues pour sa proposition de loi en faveur de la prévention de l'Ivg.

Dans une société où sont banalisées les atteintes de la vie, nous devons être réalistes. Il ne s'agit surtout pas de renoncer à affirmer le principe du respect de toute vie dès la conception et jusqu'à la mort naturelle. Mais nous ne pouvons faire avancer la culture de vie que progressivement, en analysant les causes profondes des menaces contre la vie. Cela nous conduit à éviter une attitude de colère désespérée et sans issue. Notre approche s'enracine d'abord dans la compassion pour toutes les personnes qui souffrent de l'avortement, l'euthanasie, l'homosexualité, les fractures familiales, la procréation artificielle, la stérilisation... Elle considère ensuite avec espérance la culture de vie comme une culture d'avenir. Elle nous conduit donc à entrer résolument en relation avec le monde politique pour y être des avocats de la vie.

t. d.